



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Lundi 1^{er} décembre.

L'opposition contre un changement du mode du scrutin présidentiel en RDC. Les membres du G7-exclus de la majorité présidentielle et désormais dans l'opposition-et ceux de la Dynamique de l'opposition désapprouvent un changement du mode de scrutin présidentiel. Au cours de son discours annonçant le dialogue politique national, le chef de l'Etat Joseph Kabila avait plaidé pour que soit engagée « dès à présent une réflexion sur un système électoral avec des modalités de vote peu coûteuses ». Les opposants redoutent que cet appel du président conduise au changement du mode de scrutin présidentiel qui se ferait désormais au second degré. Actuellement, la constitution prévoit que le chef de l'Etat soit élu au terme d'un scrutin au suffrage universel direct.

RDC: l'Abaco appuie le «dialogue national». L'Alliance de base pour l'action commune (Abaco) est favorable à la tenue du «dialogue national» annoncé par le président Joseph Kabila. Le président de ce parti qui se veut centriste, Sylvère Luizi Balu, affirme qu'il est prêt à y participer, à condition que ce dialogue soit inclusif et permette d'aboutir à un calendrier électoral consensuel qui tienne compte du délai constitutionnel.

RDC: les confessions religieuses jugent le dialogue politique « nécessaire ». Les chefs des confessions religieuses ont invité lundi 30 novembre la population et les hommes de bonne volonté à participer au dialogue politique national convoqué par le président Joseph Kabila. Ils estiment que ce forum des nécessaire pour assurer un aboutissement heureux du processus électoral.

Nomination des commissaires spéciaux: le MLC saisit la Cour constitutionnelle. Le Mouvement de libération du Congo (MLC) a déposé, lundi 30 novembre à la Cour constitutionnelle, un recours en annulation des ordonnances présidentielles, nommant les commissaires spéciaux de nouvelles provinces. La secrétaire générale de ce parti de l'opposition, Eve Bazaïba Masudi affirme que les ordonnances nommant les commissaires de nouvelles provinces et leurs adjoints violent la constitution de la République. Nommés fin octobre dernier, les commissaires spéciaux de nouvelles provinces sont entrés en fonctions au mois de novembre dernier.

Dialogue: le parti d'opposition RSF désapprouve l'ordre du jour. Le parti Rassemblement des forces sociales et fédéralistes (RSF) de Vincent de Paul Lunda Bululu, désapprouve les sujets retenus pour être débattus au cours du dialogue politique convoqué par le chef de l'Etat, Joseph Kabila. Le chef de l'Etat a annoncé que les participants à ce dialogue allaient débattre du fichier électoral, du calendrier électoral, de la sécurisation des élections et du financement des élections.

Ituri: 10 000 USD de salaire des fonctionnaires emportés par des hommes armés. Quatre hommes armés ont attaqué lundi 30 novembre, un véhicule qui transportait plus de 10 000 000 francs congolais (10860.86 dollars américains) dans la localité de Libi en Ituri. Cet argent était destiné à la paie d'octobre et novembre de ces agents de l'Etat, rapportent les sources locales.

Nord-Kivu: difficile prise en charge des malades du Sida. A l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le Sida célébrée le 1er décembre, l'Union congolaise pour les organisations des personnes vivant avec le VIH/Sida (UCOP) indique que ses membres peinent à bénéficier d'une prise en charge médicale au Nord-Kivu.

Goma: Lucha dénonce des menaces contre ses membres. Le mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) accuse les membres du Conseil urbain de sécurité de menacer ses membres à Goma (Nord-Kivu). Des membres de cette structure disent avoir été menacés, lundi 30 novembre, au cours d'une réunion avec le maire de Goma et les membres du Conseil urbain de sécurité. Une réunion au cours de laquelle il a été question de douze membres de Lucha arrêtés après la manifestation organisée samedi à Goma.

Walikale: des affrontements autour du contrôle d'une mine de diamant font 5 blessés. Cinq personnes ont été blessées samedi 28 novembre lors des échauffourées qui a éclaté entre les membres des familles Banamwessi et Utufalu. Ils se disputent une mine de diamant dans le village Mabeka en territoire de Walikale dans la province du Nord-Kivu, selon des sources administratives locales et de la société civile. Des sources de la société civile de Walikale rapportent que la famille Banamwessi a découvert la mine de diamant sur une colline appartenant à la famille Utufalu et aurait commencé à l'exploiter sans partager les dividendes avec les propriétaires de la colline.

Braquage du véhicule de Caritas à Masisi: un présumé assaillant arrêté. Un homme présenté comme l'un des assaillants du véhicule de Caritas attaqué le samedi dernier a été arrêté dans la localité de Nyamitaba mardi 1er décembre par les forces de l'ordre. Il a été identifié comme un ex-combattant du M23. Il a été retrouvé en possession de l'équivalent en francs congolais d'environ 13 000 dollars américains. Le présumé assaillant est actuellement détenu au cachot de la police à Goma.

RDC: la Monusco pilonne des positions des ADF à Beni. L'aviation militaire de la Monusco pilonne depuis mardi 1er décembre dans la matinée plusieurs positions des rebelles ougandais des ADF dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. Le commandant intérimaire des forces de la Mission onusienne en RDC, le général Jean Baillaud n'a pas donné de détails sur les positions rebelles attaquées. Il a indiqué qu'il s'agit d'une réponse des casques bleus en appui aux FARDC à l'attaque violente lancée dimanche dernier par ces rebelles contre la localité d'Eringeti, où 24 personnes ont été tuées.

RDC : l'UDPS ne participera pas au dialogue « made in Kabila ». L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) ne participera pas au dialogue politique « made in Kabila », a affirmé mardi 1er décembre, le secrétaire national en charge des Relations extérieures, Félix Tshisekedi. Il accuse le chef de l'Etat, Joseph Kabila, de vouloir organiser un dialogue à sa manière et de tenter de modifier le système électoral.

Kisangani : le gouvernement débloque 250 000 USD pour la construction de deux ponts. Le gouvernement de la RDC a débloqué deux cent cinquante mille dollars américains pour construction de deux ponts dans la ville de Kisangani (Tshopo). Le premier est jeté sur la rivière Kabondo pour relier deux quartiers de la commune portant le même nom. Le second est à proximité de la mosquée centrale dans la commune Makiso.

Mercredi 2 décembre.

Ultimatum lancé à l'ex-M23 : il n'y aura pas de prolongation, selon François Muamba. Il n'y aura aucune prolongation pour le rapatriement des ex-rebelles du M23 vivant en Ouganda, a fait savoir lundi 1er décembre le coordonnateur du mécanisme national de suivi de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, François Muamba. Ces anciens rebelles, estimés à plus d'un millier, doivent être rapatriés sur le sol congolais au plus tard le 15 décembre prochain. Un ultimatum lancé par les ministres de la Défense de la Conférence internationale pour les Grands Lacs.

Un Ordre des chirurgiens-dentistes pour lutter contre le "charlatanisme" en RDC. L'Assemblée nationale de la RDC a adopté mardi 1er décembre une loi pour la création d'un Ordre professionnel des chirurgiens-dentistes. Cet organisme devra s'assurer que les «principes de moralité, de probité et de dévouement» soient respectés par les praticiens, afin notamment de lutter contre le charlatanisme, selon le texte de loi.

Des routes de l'Ituri et du Nord-Kivu seront bientôt réhabilitées. L'Office des routes (OR) a annoncé des travaux de réhabilitation des tronçons routiers Bunia-Mahagi-Goli (Ituri) et Kasindi-Beni-Butembo (Nord-Kivu). Son directeur général-adjoint, Floribert Mututi Mitila, l'a confié à Radio Okapi. «Pour le moment, l'Office des routes est en train de travailler sur la route Bunia-Mahagi-Koli. Pour la partie où le concessionnaire s'est déjà déployé (Kasindi-Beni-Butembo), nous avons trouvé des solutions pour y arriver», fait-il savoir.

Kinshasa: des habitants de Mpsa s'inquiètent de la gestion des immondices. Les riverains du Centre d'enfouissement technique de Mpsa, dans la commune de la N'sele (Kinshasa) s'inquiètent de

la gestion des immondices dans ce centre. Ils craignent de faire face à des maladies à cause de la mauvaise gestion des immondices qui, selon eux, polluent leur quartier. Ce centre d'enfouissement est censé recueillir des immondices à travers la ville de Kinshasa. Selon des habitants de ce quartier situé dans la périphérie Est de la capitale congolaise, des immondices sont quelque fois déversées dans les rues au lieu d'être jetées dans le centre d'enfouissement.

Violences sexuelles en RDC: les victimes et les témoins «ont besoin d'être protégés». Le principal défi pour lutter contre les violences sexuelles en RDC est de protéger les victimes qui portent plaintes et leurs témoins. C'est le constat des experts nationaux et internationaux qui se sont réunis mardi 1er et mercredi 2 décembre en conférence à Kinshasa, pour discuter du problème. Innocent Balemba Zahinda et ses collègues constatent cependant que les victimes ne sont pas suffisamment protégées par les autorités congolaises lorsqu'elles portent plainte, tout comme les témoins et les professionnels impliqués dans le processus judiciaire.

Insécurité à Beni : la société civile décrète trois journées « ville-morte ». La société civile d'Oicha dans le territoire de Beni a décrété mardi 1er décembre trois journées « ville-morte » et de deuil pour dénoncer les atrocités perpétrées par des présumés ADF et leurs alliés, dans cette partie du Nord-Kivu. Cette action a été lancée deux jours après l'attaque de la localité d'Erengeti par des présumés rebelles ougandais. Une attaque qui a fait 24 morts, selon la Monusco. Des sources locales indiquent que les activités socio-économiques sont aux arrêts à Oicha et ses environs.

La lutte contre le Sida devrait être une priorité au Maniema, selon le PNMLS. Le coordonnateur du PNMLS au Maniema, le docteur Léon Cyprien Ngandu, lance un appel à l'autorité provinciale pour que la lutte contre le VIH-Sida devienne une priorité dans cette région où la prévalence est l'une des plus élevée du pays. La province du Maniema a un taux de prévalence de VIH-Sida de 4 %, alors qu'il est de 1,2% pour l'ensemble de la RDC.

Mahagi: les fonctionnaires de l'Etat menacent d'entrer une grève. Les agents et fonctionnaires de l'Etat de Mahagi (Ituri) menacent de décréter une grève sèche dans 72 heures s'ils ne reçoivent pas leurs salaires des mois de novembre et octobre. Le véhicule qui transportait plus de 10 millions de franc congolais destinés à leurs salaires a été attaqué il y a quelques jours, par des bandits armés dans le territoire de Djugu.

Dialogue politique : le procureur général met en garde contre toute incitation à la violence. Le procureur général de la République, Flory Kabange Numbi, met en garde tous ceux qui incitent la population à la violence, en se servant du dialogue politique comme prétexte. Au cours d'un point de presse organisé mercredi 2 décembre à Kinshasa, il promet que les auteurs de tels actes seront passibles à des peines prévues par la loi.

Beni : la Monusco rend hommage au casque bleu malawite tué à Eringeti. La Monusco a rendu un dernier hommage au casque bleu malawite, le sous-sergent Dyson Mayao. La cérémonie a eu lieu mercredi 2 décembre au quartier général de la Mission onusienne à Beni. Le soldat onusien a été tué à Eringeti (Nord-Kivu), lors des combats de dimanche dernier qui ont opposé les FARDC aux rebelles ougandais des ADF.

Said Djinnit à Kinshasa « pour discuter des contours du dialogue politique ». L'envoyé spécial du secrétaire général des Nations pour la région de Grands lacs, Said Djinnit, est arrivé mercredi 2 décembre à Kinshasa, annonce un communiqué de la Monusco. D'après ce document, le Secrétaire général des Nations unies a demandé à Said Djinnit de se rendre dans la capitale congolaise pour s'entretenir avec le gouvernement et les autres parties prenantes, « afin de discuter des contours du dialogue ».

Général Jean Baillot: « L'ADF a un caractère terroriste et un mode opératoire inhabituel ». Le Général Jean Baillot, commandant intérimaire des forces de la Monusco, a indiqué, mercredi 02 décembre au cours de la conférence de presse hebdomadaire des Nations Unies que le groupe ADF a un caractère terroriste et compte certainement en son sein des éléments venus d'ailleurs dont le mode opératoire n'est pas celui en cours habituellement en RDC. «Moi je pense que quand on tue comme ça comme c'était le cas dimanche dernier, un enfant de 2 ans, quand on achève des blessés dans un hôpital, quand on brûle un hôpital, c'est quoi ? C'est du terrorisme », s'est indigné le général Jean Baillot. Le commandant intérimaire des forces de la Monusco révèle que pour semer la confusion dans les esprits, l'ADF opère complètement en uniforme FARDC, ou complètement en civil. Ce groupe armé se mêle aussi à la population et put même éventuellement s'imbriquer dans des opérations conduites par les forces congolaises, indique-t-il. Ce qui complique leur tâche, a-t-il souligné.

Dialogue politique : Lambert Mende dénonce les contradictions des positions de l'UDPS. Le gouvernement de la RDC dénonce les contradictions actuelles de la position de l'UDPS quant à sa participation au dialogue politique initié par le président de la République, Joseph Kabila. Dans un point de presse tenu mercredi 2 décembre, son porte-parole, Lambert Mende évoque la position favorable à ce forum du président de ce parti de l'opposition Etienne Tshisekedi et la position défavorable de son fils, Félix Tshisekedi.

Uvira : paralysie des activités économiques au beach Maendeleo. Les activités économiques sont restées paralysées depuis quelques temps au beau Maendeleo d'Uvira au Sud-Kivu. Les associations œuvrant dans ce port et les autorités territoriales se disputent la perception des taxes à cet endroit. A l'issue de la réunion tenue mardi 1er décembre entre les deux parties en conflit, aucun compromis n'a été trouvé. Des agents nommés par les autorités territoriales perçoivent respectivement de 650 Fc (0,71USD) par colis pour les poissons et fretins et 400 Fc (0,43 USD) par colis pour la farine de semoule de blé.

Jeudi 3 décembre.

Dialogue: un parti de la majorité plaide pour un consensus. La Convention des fédéralistes pour la démocratie chrétienne (Cofedeco), un parti politique de la Majorité présidentielle, appelle la communauté internationale à s'investir pour dégager un consensus autour du dialogue politique annoncé par le chef de l'Etat.

Selon lui, seul le dialogue peut régler toutes les divergences qui divisent la classe politique congolaise.

RDC: l'amélioration de la police passe par la formation. La réforme de la Police nationale congolaise (PNC) ne peut réussir que s'il y a une bonne formation des policiers. C'est ce qu'ont affirmé le général Juvénal Bideko et le général Charles Bisengimana, mercredi 2 décembre, à la fin d'un atelier de 3 jours organisé à Kinshasa. Le directeur-général des écoles de formation et le commissaire général de la PNC reconnaissent que les services de police de la RDC doivent être améliorés.

RDC: 9 militants de la Lucha transférés à la prison de Munzenze. Neuf des douze militants du mouvement citoyen «Lutte pour le changement» (Lucha), arrêtés samedi dernier lors d'une manifestation, ont été transférés mercredi 2 décembre du parquet de Goma à la prison centrale de Munzenze (Nord-Kivu). Ces jeunes sont accusés par le ministère public d'association de malfaiteurs, de rébellion et d'incitation à la révolte. Une demande de leur mise en liberté provisoire a été immédiatement déposée par leur avocat.

Kisangani: la Monusco forme 530 policiers sur les droits de l'homme. Cinq cent trente policiers ont bouclé mercredi 2 décembre leur session de formation organisée pendant six semaines par la police civile de la Monusco (UNPOL) en partenariat avec la Police nationale congolaise (PNC). Les bénéficiaires sont issus de trois unités de la PNC: le groupe mobile d'intervention, l'Escadron mobile d'intervention et la police de police. Ils ont appris notamment à exercer leur métier dans le respect des droits de l'homme.

Lubumbashi: des ONG demandent la grâce présidentielle pour les « détenus d'opinion ». Dix ONG de défense des droits de l'homme basés à Lubumbashi demandent que Paul Kikukama, Christopher Ngoy Mutamba, Fred Mukwambala, Yves Bauma, Jean Claude Muyambo, Vano Kiboko, Ernest Kiaviro et Diomi Ndongala bénéficient de la grâce annoncée par le chef de l'Etat lors de sa dernière adresse à la nation. Pour elles, ces personnes sont des détenus d'opinion. Dans une déclaration publiée mercredi 2 décembre, ces ONG se sont également dites opposées à un nouveau système électoral, rappelant que l'élection présidentielle se fait au suffrage universel direct.

Nord-Kivu: les journées « ville morte » respectées à Oicha. Les habitants d'Oicha respectent le mot d'ordre de « ville morte » lancée par plusieurs organisations pour dénoncer l'insécurité dans le territoire de Beni, où sévissent des rebelles ougandais des ADF. Depuis le lancement de ce mot d'ordre lundi 30 novembre, les boutiques, magasins, petits commerces et écoles n'ont pas ouvert à Oicha.

Insécurité à Beni : Mbusa Nyamuisi dénonce «la connivence» de certains militaires. « Dans l'armée, il y a des soldats qui se battent contre les ennemis, mais il y en a d'autres qui sont de connivence avec ces mêmes ennemis. Cette affaire de l'insécurité à Beni est un arbre qui cache la forêt » a déclaré jeudi 3 décembre à Radio Okapi, le président du RCD/KML, Antipas Mbusa Nyamuisi. L'opposant se demande notamment comment l'identité des auteurs des massacres contre les populations civiles n'est toujours pas connue alors qu'on enregistre des tueries depuis une année.

RDC : 33 ONG dénoncent la tentative d'étouffer des manifestations publiques. La coalition de 33 ONG de défense des droits de l'homme de la RDC dénonce la tentative de violation des libertés d'expression et des manifestations pacifiques garanties aux citoyens par la Constitution. Le coordonnateur de cette coalition, Georges Kapiamba, l'a fait savoir jeudi 3 décembre, lors d'une conférence de presse organisée à Kinshasa. Il réagissait à la mise en garde du procureur général de la République sur l'organisation des manifestations publiques-sous prétexte du dialogue politique-qui perturberaient l'ordre public. « La coalition s'inquiète profondément de l'assimilation délibérée faite des manifestations publiques et pacifiques à une tentative de renversement d'un régime constitutionnellement établi à un désordre aux troubles de l'ordre public », a déploré Georges Kapiamba.

Vendredi 4 décembre.

Est de la RDC: vers la mise en place d'une commission d'enquête sur les kidnappings. Les députés membres de la commission Défense et Sécurité de l'Assemblée nationale et le vice-premier ministre en charge de l'Intérieur, Evariste Boshab, se sont convenus jeudi 3 décembre de mettre en place une commission d'enquête mixte pour statuer sur les enlèvements enregistrés dans l'Est de la RDC. La décision a été prise après audition d'Evariste Boshab par cette commission sur cette question. Ces kidnappings se déroulent souvent dans les villes de Goma, Beni, Lubero et Butembo dans le Nord-Kivu, selon les élus nationaux.

Equateur: les administrateurs de territoire veulent participer au dialogue national. Les administrateurs de territoire de la nouvelle province de l'Equateur veulent participer au dialogue national annoncé récemment par le président Joseph Kabila. Leur objectif est d'obtenir la révision de l'actuelle loi sur la gestion des entités territoriales déconcentrées, «qui freine le développement de ces entités», a affirmé l'administrateur du territoire de Bolomba, Camille Kashafali, jeudi 3 décembre à Radio Okapi.

Le Gouvernement exige la sécurisation des mines de la Miba. Une délégation du ministère des Mines séjourne à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) depuis mardi 1er décembre pour une investigation sur l'exploitation illégale du diamant à la Minière de Bakwanga (Miba). Dans deux correspondances datant du 16 et 17 novembre, adressées distinctement à la direction générale de la Miba, le ministre des Mines, Martin Kabwelulu, et sa collègue du Portefeuille, Louise Munga, ont demandé la sécurisation des périmètres miniers couverts par les titres miniers de cette minière.

Manono: 30 000 enfants vaccinés contre la rougeole par MSF/Suisse. Près de trente mille enfants de vingt-sept aires de santé de Manono dans la province de Tanganyika ont été vaccinés contre la rougeole par l'ONG internationale Médecins sans frontières (MSF)/Suisse au cours de ces trois derniers mois, ont indiqué jeudi 3 décembre des sources sanitaires locales. Sur les trente mille enfants vaccinés, vingt mille enfants rougeoleux ont été soignés gratuitement dans cinq hôpitaux et une centaine de centres de santé de la place.

Mongala: faible couverture sanitaire pour les femmes et enfants. Dans le territoire de Mongala, le système d'accès à la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant est faible. La vaccination des enfants ne se fait qu'à hauteur de 25 à 40% et les autres interventions à 16%. C'est ce qui ressort des résultats d'une enquête de Monitoring améliorée pour action (MAA), publiés mercredi 2 décembre à Lisala dans la nouvelle province de la Mongala.

Première visite de Maman Sidikou au Nord-Kivu. Le Chef de la Monusco et Représentant spécial du Secrétaire général de l'Onu en RDC, Maman Sidikou a effectué vendredi 4 décembre sa première mission officielle à l'intérieur du pays. Arrivé cet avant-midi à Goma accompagné d'une forte délégation, il a été immédiatement transféré à bord d'un hélicoptère en direction de Beni (Nord-Kivu).

Mwambay Kalengayi rend hommage au théâtre dans l'Est de la RDC. Le dramaturge et metteur en scène congolais Maître Mwambay Kalengayi a indiqué, jeudi 3 décembre à Radio Okapi que l'avenir du théâtre africain et congolais résidait dans la partie Est de la RDC, notamment dans les villes de Kisangani, Bunia et Goma. Il faisait ainsi la restitution de la formation qu'il a assurée à Bunia, dans la province de l'Ituri du 23 au 28 novembre.

RDC: les magistrats militaires enquêtent sur les crimes commis lors de l'attaque d'Eringeti. Les magistrats de l'auditorat militaire de garnison de Beni (Nord-Kivu) sont depuis jeudi 3 décembre à Eringeti pour enquêter sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commises par les présumés rebelles ougandais des ADF dans cette localité située à plus ou moins 60 Kilomètres au nord-est de Beni. Selon l'auditeur militaire de garnison de Beni, le major Kumbo Ngoma, ces enquêtes sont

appuyées par le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme, la section d'appui à la justice de la Monusco/Beni et le Pnud. Certains éléments des FARDC sont également accusés de négligences dans la protection des civils lors des attaques rebelles.

Présidentielle 2016: Martin Fayulu plaide pour une candidature unique de l'opposition. Le parti politique Engagement pour la citoyenneté et le développement (Ecidé) plaide pour une candidature unique de l'opposition à l'élection présidentielle de 2016. Martin Fayulu, président de ce parti de l'opposition, a exprimé ce vœux jeudi 3 décembre, à l'ouverture de son congrès ordinaire organisé sous le thème: « Ecidé, une alternance crédible pour 2016 ». Selon le président de l'Ecidé, les orientations relatives à cette question seront données à l'issue du congrès.

Ituri: un mort lors d'une attaque attribuée aux miliciens de la FRPI à Kaya. Des hommes armés identifiés aux miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) ont attaqué la nuit de jeudi à vendredi 4 décembre, le village de Kaya à 27 km au sud de Bunia (Ituri). La société civile locale dresse un bilan d'un mort, sept blessés graves et des habitations pillées par ces miliciens, qui ont profité de l'absence des FARDC dans le village pour opérer en toute quiétude.

Kinshasa: de nombreux sans abris à la suite des pluies diluviennes. Plusieurs familles kinoises passent la nuit à la belle étoile à la suite de pluies qui s'abattent sur la capitale depuis cinq jours.

Lubumbashi: un parti de la majorité s'oppose au changement de mode de scrutin. Le Mouvement National Congolais Lumumba (MNC/L) un parti membre de la majorité présidentielle n'approuve pas la démarche tendant à changer le mode de scrutin, comme l'a proposé le chef de l'état dans son discours annonçant la convocation du dialogue politique inclusif. Me Mutamba Framlo, président national de ce parti a exprimé ce point de vue dans une déclaration politique faite vendredi 4 décembre à Lubumbashi.

Beni : Maman Sidikou promet l'éradication des groupes armés. « Le temps viendra, et il n'est pas loin où les habitants de Beni, la région du grand Nord seront libérés des groupes armés», a promis le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC, Maman Sidikou, vendredi 4 décembre, à la population de Beni, à plus de 350 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). Il a rassuré cette population du soutien actif de la Monusco aux FARDC pour mettre fin aux actions des groupes armés dans ce territoire.

Samedi 5 décembre.

RDC: 5 leaders de l'opposition se coalisent pour soutenir le dialogue politique. Cinq acteurs politiques de l'opposition se sont alliés pour soutenir le dialogue politique national et inclusif initié par le chef de l'Etat, Joseph Kabila. Dans leur déclaration faite vendredi 4 décembre à Kinshasa, ils invitent les membres de l'opposition qui hésitent à rejoindre le chemin du dialogue. Les acteurs politiques qui se sont coalisés sont : Azarias Ruberwa du Rassemblement congolais pour la démocratie, Arthur Z'Ahidi Ngoma des Forces du futur, Steve Mbikayi du Parti travailliste (PT), Justin Bitakwira de l'opposition citoyenne, Mushi Bonane, ancien ministre de la recherche scientifique et député national.. Ces cinq acteurs politiques de l'opposition estiment que l'opposition dans sa diversité est une force à capitaliser pour sauver le processus électoral, en établissant un calendrier électoral réaliste. Ces leaders de l'opposition rappellent que toutes les crises majeures qui ont secoué le pays ont été résolues par voie de dialogue. D'autres membres de l'opposition boudent ce dialogue. Le Mouvement de libération du Congo (MLC) par exemple a critiqué le chef de l'Etat qui annonce la tenue imminente d'un dialogue politique.

La Chine promet 60 milliards USD pour la relance de l'économie africaine. La Chine promet de financer soixante milliards de dollars américains pour relancer l'économie de l'Afrique. Le président de ce pays, Xi Jinping l'a annoncé vendredi 4 décembre, à l'ouverture du sommet sino-africain qui se tient à Johannesburg, en Afrique du Sud. Plus de 40 chefs d'Etats prennent part à ces assises dont Joseph Kabila de la RDC.

FDLR et Ex-M23: la RDC n'a pas signé un accord de sécurité avec le Rwanda. Le ministre de la Défense, Crispin Atama, a démenti avoir signé un accord de sécurité avec son homologue rwandais sur les questions des rebelles rwandais des FDLR et les anciens rebelles de l'ex-M23. Il répondait, vendredi 4 décembre, à la question orale du député Martin Fayulu. Relayant la réponse du ministre pendant cette audition, Martin Fayulu a affirmé que Crispin Atama n'a pas reconnu l'existence d'un tel accord. Mais le député Fayulu affirme que le document a été signé en septembre dernier par son prédécesseur, représentant la partie congolaise.

Les élèves chantent mal l'hymne national, les enseignants se sentent coupables. Les élèves de certaines écoles de Lubumbashi et Mitwaba dans le Haut-Katanga chantent mal le « Débout Congolais », l'hymne national de la RDC. Certains écoliers ne savent pas prononcer les mots de l'hymne, d'autres arrivent à peine à les édicter, tandis que d'autres encore ouvrent leurs bouches pour énoncer des phrases à peine intelligibles. Une situation qui choque un enseignant de la capitale cuprifère. Il se condamne et pense que la responsabilité incombe aux instituteurs.

Bunia : l'armée interdit toute circulation nocturne entre Luna et Eringeti. L'armée congolaise a interdit toute circulation durant la nuit sur l'axe routier Bunia-Luna, long d'environ 160 kilomètres et qui mène vers le Nord-Kivu. Le commandant second du secteur opérationnel des Forces armées de la RDC qui l'a annoncé vendredi 4 décembre à Radio Okapi, affirme que c'est pour préserver les usagers de ce tronçon d'attaques d'hommes armés. Selon les autorités militaires de l'Ituri, des hommes armés profitent de la nuit pour commettre des exactions sur cet axe.

RDC: l'Inera appelle à l'usage rationnel des engrais chimiques. L'Institut national d'études et de recherches agronomiques (Inera) et la FAO ont célébré samedi 5 décembre à Kinshasa la journée mondiale de l'arbre, axée sous le thème: «Sols, base solide pour la vie». A cet effet, l'Inera a appelé à l'usage rationnel des engrais chimiques pour ne pas détruire les sols. L'Inera a organisé une journée portes-ouvertes, marquée par plusieurs conférences-débats et expositions au cercle Gourmand. Une attention particulière a été portée sur des questions comme la productivité agricole, la sécurité alimentaire, le changement climatique et la dégradation.

RDC: Maman Sidikou réitère l'appui de la Monusco à la pacification de l'Ituri. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RDC, Maman Sidikou, est arrivé samedi 5 décembre après-midi à Bunia (Ituri). Il a assuré les autorités locales de la disponibilité de la Monusco à contribuer à la neutralisation des groupes armés encore actifs dans cette province. Le chef de la Monusco provenait du territoire Beni (Nord-Kivu), confronté aux exactions des rebelles ougandais des ADF.

Dimanche 6 décembre.

Dialogue: Clément Kanku appelle Joseph Kabila à se prononcer sur la fin de son mandat. Le Mouvement pour le renouveau (MR) demande au président Joseph Kabila de se prononcer clairement sur la question de la fin de son mandat présidentiel pour favoriser l'exclusivité au dialogue national qu'il a décidé de convoquer. Dans une déclaration samedi 5 décembre à Kinshasa, le président de ce parti de l'opposition, Clément Kanku, estime qu'une telle précision ramènera ceux de l'opposition politique qui boycottent ce dialogue à y participer. Le MR demande ainsi au chef de l'Etat «de se ressaisir, de prendre son courage pour dire au peuple congolais qu'il ne sera pas candidat, qu'il ne va pas violer la constitution». Ce parti de l'opposition se dit prêt à aller au dialogue dans «les conditions où il n'y aura pas de confusion sur cette question.».

RDC: l'Opposition républicaine prête à prendre part au dialogue. L'opposition républicaine, sous l'autorité morale de Léon Kengo wa Dondo, se dit prête à prendre part au dialogue, annoncé par le chef de l'Etat. Cette plate-forme a livré sa position au cours d'un colloque organisé, samedi 5 décembre. Cette plate-forme dit vouloir participer à ce dialogue pour consolider le pacte républicain qui assure aux Congolais la paix sur le territoire national.

Stanley Mbayo: «Il n'y a pas de dialogue format Kabila». Le Mouvement des indépendants réformateurs (MIR) soutient la tenue du dialogue national, annoncé par le chef de l'Etat. Le président de ce parti, Stanley Mbayo Pelesa l'a dit dans une déclaration, faite samedi 5 décembre, à Kinshasa. Pour lui, le dialogue est l'émanation de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et constitue le cadre approprié pour les Congolais de débattre du processus électoral.

Kisangani: exposition des photos des enfants affectés par des situations d'urgence. A Kisangani (Tshopo), l'Alliance française organise, du 5 décembre au 5 janvier 2016, une exposition des photographies dénommée «Alliés dans la réponse aux urgences». Organisée avec l'appui de l'Unicef, cette activité permet au public de découvrir les conditions de vie des enfants affectés par des situations d'urgences en RDC et sur les réponses apportées par l'Unicef avec les fonds humanitaires de la Commission européenne et leurs partenaires. A travers ces photos, explique Hervé Mwamba, le public découvre le travail qu'abat l'Unicef en faveur des enfants et des femmes à Kisangani.

Dungu: des présumés LRA insécurisent le parc de la Garamba et ses environs. La Commission diocésaine justice et paix (CDJP) de Dungu-Doruma (Haut-Uelé) accuse les rebelles LRA de créer l'insécurité dans le parc de la Garamba et ses environs. Cette structure de l'église catholique a dénoncé

la montée de cette criminalité dans un document intitulé «Alerte », publié depuis quelques jours à Dungu. Dans cette publication, la CDJP accuse ces rebelles ougandais de se livrer au pillage des ressources naturelles de la RDC et commettre des atteintes aux droits de l'homme.

Bas-Uélé: un ancien otage des rebelles LRA s'échappe 8 ans après. Un Congolais a réussi à s'échapper de la rébellion de la LRA, huit ans après sa prise en otage, en territoire d'Ango (Bas-Uélé). D'après son témoignage, il avait été kidnappé, dans la localité de Duru, ensemble avec sa mère et sa sœur, mais ces dernières avaient été exécutées, parce qu'elles n'arrivaient pas à supporter l'allure de la marche. Enrôlé dans la LRA, il était devenu un véritable combattant jusqu'à sa fuite.

Sud-Kivu: le HCR sensibilise sur la lutte contre les violences sexuelles. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) sensibilise pour la lutte contre les violences sexuelles au Sud-Kivu. Cette agence du système de l'Onu organise une série d'activités dans plusieurs territoires de cette province depuis le 25 novembre dernier sous le thème: «Assurer une éducation sécuritaire pour tous». Prévues jusqu'au 10 décembre prochain, les activités du HCR visent plus les réfugiés.

Bas-Uélé: 22 % d'élèves filles victimes de mariages précoces à Ango. Environ 22% d'élèves filles ont été victimes des mariages précoces, au cours de l'année scolaire 2014-2015, dans la cité d'Ango (Bas-Uélé). L'ONG Internationale Intersos a livré ce chiffre au cours d'une table ronde, organisée samedi 5 décembre, dans la cité d'Ango avec les chefs d'établissements scolaires et la société civile locale. La rencontre a été axée sur les stratégies pour réduire les cas de grossesses précoces chez les filles et s'inscrit dans le cadre des seize jours d'activisme contre les violences faites aux femmes.

RDC: l'Ecidé appelle au rassemblement « des forces du changement ». Le congrès ordinaire du parti de l'opposant Martin Fayulu, Engagement pour la citoyenneté et le développement (Ecidé), s'est clôturé samedi 5 décembre à Kinshasa. Les participants ont appelé au rassemblement des « forces du changement ». Les congressistes de l'Ecidé plaident pour une candidature commune de l'opposition à l'élection présidentielle de 2016.

Ituri: la Monusco réhabilite la route Bunia-Gety. La Monusco a réhabilité la prison de Gety et la route Bunia-Gety en Ituri. La prison, en ruine, était à l'abandon pendant plusieurs décennies alors que la route Bunia-Gety était très délabrée depuis une dizaine d'années. La mission onusienne a aussi financé la construction d'un commissariat de la police dans la cité. Le nouveau patron de la Monusco, Maman Sidikou, a inauguré ces ouvrages dimanche 6 décembre.

Lundi 7 décembre.

Kinshasa se transforme en Venise: spectaculaire inondation dans le quartier Des Marais. De nombreux habitants du quartier Des Marais, dans la commune de Matete, à Kinshasa, ont été réveillés par la crue des eaux de la rivière N'djili, dans la nuit du dimanche 6 au lundi 7 décembre. Même constat aux quartiers De bonhomme, Salongo et Ndanu où les habitants se sont également réveillés les pieds dans l'eau. Plusieurs habitations ont été complètement inondées. Certains des sinistrés s'entassent le long du boulevard Lumumba, menant à l'aéroport.

Nord-Kivu: le centre de santé d'Eringeti fermé après l'attaque des présumés ADF. Le centre de santé d'Eringeti, cité située à plus de 60 km au nord-est de la ville de Beni (Nord-Kivu), a fermé ses portes au lendemain de son attaque, le 29 novembre dernier, par des présumés rebelles ougandais des ADF. Selon son médecin-directeur, docteur Jérémie Muhindo, le personnel soignant se sent en insécurité, après cette attaque armée.

Nord-Kivu: exploitation minière perturbe les activités agricoles. Le Conseil régional des organisations non gouvernementales de développement (CRONGD) déplore la destruction des champs et des cultures, le vol des récoltes et du bétail par les ouvriers non contrôlés à Rubaya dans la province du Nord-Kivu. Ces actes ont des conséquences néfastes sur les résultats des agriculteurs et la vie socio-économique de la population locale, indique Bonaventure Mugura Bari, président du CRONGD. Des champs sont vendus aux exploitants miniers et des étendues de terre agricoles sont devenues des carrés miniers, selon Bonaventure Mugura Bari. Des terres arables sont ainsi devenues rares et les ménages éprouvent des difficultés pour accéder à la nourriture. La pomme de terre, le maïs, le haricot ont presque disparu, indiquent des sources locales.

Ex-Equateur: 45 900 sans-abris suite aux inondations à Bumba. Environ 45 900 personnes ont perdu, depuis quelques jours à Bumba (Mongala), leurs habitations suite aux inondations dues à la grue du fleuve Congo et de ses affluents. Le président de la Croix-Rouge/Bumba, Jean-Claude Agoloa qui livre ces chiffres, indique qu'environ 379 maisons ont également été détruites par ces eaux. La

décru du Fleuve Congo a faiblement commencé à Bumba, mais pas encore dans les localités situées en aval.

Goma: le mouvement Lucha interdit de fonctionner. Le mouvement pro-démocratie «Lutte pour le changement» (Lucha) et tous ceux qui le soutiennent sont interdits d'exercer toute activité dans cette ville de la province du Nord-Kivu. Dans un communiqué signé le jeudi 3 décembre et rendu public ce week-end, le maire de la ville de Goma, Dieudonné Malere Ma-mitcho reproche à ce mouvement citoyen de fonctionner sans documents juridiques. Selon Malere Ma-mitcho, Lucha manque notamment de personnalité juridique du mouvement, de règlement intérieur et surtout de l'autorisation de fonctionner.

Sud-Ubangi: incursions des Anti-Balaka à Bosobolo. Quelques localités situées le long de la frontière entre la RDC et la République Centrafricaine font l'objet ces derniers temps à des d'incursions des éléments armés dont certains sont identifiés comme des «Anti-Balaka». Il s'agit des villages Dokove et Gboduna dans le territoire de Bosobolo (Sud-Ubangi). Selon des sources locales, ces miliciens provenant de la Centrafrique entrent sur le sol congolais pour s'attaquer à leurs compatriotes réfugiés et pillent les vivres des paysans congolais dans les localités investies.

Le siège du parti de Kyungu wa Kumwanza scellé à Kolwezi. Le siège du parti de Kyungu wa Kumwanza (Unafec) est mis sous scellé depuis samedi 5 décembre par la police à Kolwezi. Selon des sources proches de ce parti, membre du G7, cette fermeture est consécutive à des accrochages entre militants de l'Unafec et ceux de Marcel Lehu, un dissident de ce parti. Des accrochages intervenus le même jour dans les locaux de la formation politique de Kyungu situés dans la commune Manika à Kolwezi.

Inondations à Kinshasa: une partie de la ville privée d'eau potable. Une partie de la ville de Kinshasa est privée d'eau potable depuis lundi 7 décembre à cause des inondations enregistrées dans plusieurs quartiers.

Ces inondations causées par la montée des eaux de la rivière N'djili qui a affecté l'usine de traitement d'eau de la Regideso située près de cette rivière à l'Est de la ville. Cette entreprise publique chargée de la distribution d'eau a décidé d'arrêter le fonctionnement de cette usine.

RDC: seuls 2% des sites miniers sont validés au Nord-Kivu. Seuls six sites miniers sont validés sur les trois cents que compte le Nord-Kivu, soit 2%. Ce constat émane des participants à l'atelier-exposition, organisé du 4 au 6 décembre à Goma, sur les minerais et leurs impact sur la vie sociale au Nord-Kivu.

Insécurité: plusieurs localités de Beni abandonnées par les habitants. Plusieurs habitants du territoire de Beni ont abandonné depuis quelques jours leurs localités à cause de l'insécurité qui y sévit. Un mouvement de populations observé depuis la dernière attaque des présumés ADF contre la localité d'Erengeti. Lors de cette attaque, une dizaine de maisons, une trentaine de boutiques et une partie du centre de Santé d'Eringeti avaient été incendiés. Depuis, toutes les activités sont presque à l'arrêt à Eringeti. La majorité de la population a fui vers Luna en Province Orientale.

Mardi 8 décembre.

RDC: la coalition des 33 ONG est une « fiction », affirme Lambert Mende. La coalition des 33 ONG qui publient depuis quelques mois des communiqués sur plusieurs sujets d'actualité n'ont pas d'existence légale, a affirmé samedi 5 décembre le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende. Pour lui, cette coalition est une « fiction » utilisée par certaines personnes pour « donner une impression de résistance et d'opposition à un gouvernement ». Lambert Mende a annoncé le lancement d'une enquête administrative sur cette coalition des 33 ONG, estimant que le gouvernement est en droit de connaître l'identité des organisations qui s'adressent à lui et à qui il est censé répondre.

RDC : l'Onu documente 143 violations des droits de l'homme en 9 mois. Cent quarante-trois cas de violations des droits de l'homme liés au processus électoral ont été enregistrés dans tous les territoires de la RDC. Le Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'homme (BCNUDH) et la Mission des Nations unies l'ont indiqué dans leur rapport publié mardi 8 décembre à Kinshasa. Le rapport porte sur les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales commises entre le 1er janvier et le 30 septembre dans le contexte du processus pré-électoral. Dans leur document, ces deux organisations notent que l'année 2015 a connu une tendance à la hausse des cas de violations des droits politiques et des libertés publiques commises par les agents de l'Etat.

La RDC bientôt dotée d'une loi sur l'harmonisation du secteur agricole. Le marché commun pour l'Afrique orientale et australe (Comesa) en partenariat avec l'Union nationale des agriculteurs, pêcheurs et éleveurs réfléchissent sur comment doter la RDC d'une loi sur l'harmonisation de la protection de l'activité agricole.

Fin des inondations: une grande partie de Kinshasa sera privée d'eau potable pendant 3 jours. Malgré le retrait des eaux du quartier Des Marais dans la commune de N'djili, de nombreux habitants de Kinshasa seront privés d'eau potable pendant trois jours. La Régie de distribution d'eau (Regideso) a précisé lundi 7 décembre que la pénurie d'eau potable touche 17 communes des parties est et centre de Kinshasa. L'inondation a abîmé les équipements de l'usine de captage d'eau de N'djili, ne lui permettant pas de fournir de l'eau potable à toute la population. À la suite de ces inondations, de nombreux véhicules et habitations ont également été abîmés.

RDC : le PNLs annonce la campagne de dépistage du Sida à partir du 10 décembre. Le Programme national de lutte contre le Sida (PNLS) annonce pour le 10 décembre prochain, le lancement officiel d'une campagne de sensibilisation au dépistage du VIH/Sida sur l'ensemble de la RDC.

Sud-Ubangi: les réfugiés centrafricains exhortés sur le pardon et la réconciliation. Le Nonce apostolique de l'église catholique en RDC, Mgr Luiza Morimo appelle les réfugiés centrafricains, chrétiens et musulmans, au pardon mutuel et à la réconciliation. L'envoyé du Pape François a lancé ce message au cours d'une messe dite dimanche 6 décembre, au Camp des réfugiés centrafricains de Libenge (Sud-Ubangi). Le même message a été repris lundi 7 décembre aux réfugiés centrafricains, installé à Zongo, pendant la messe que le Nonce apostolique de la RDC a célébré à l'église Saint-Philippe avec messeigneurs Nzapahinga et Bulamatari, respectivement archevêque de Bangi et évêque du diocèse de Molebe.

Droits de l'homme: le rapport de l'ONU manque de précision, estime Kinshasa. Le vice-ministre congolais de la Justice, Mboso Kodia, estime que le rapport de l'ONU sur la situation des droits de l'homme à caractère politique entre janvier et septembre 2015 en RDC manque de précision et d'objectivité. Dans ce rapport, le Bureau conjoint des droits de l'homme fait état d'un « rétrécissement de l'espace démocratique susceptible d'affecter la crédibilité du processus électoral ». Le gouvernement congolais indique avoir demandé au Bureau conjoint des droits de l'homme des précisions sur les violations des droits de l'homme énumérés dans son rapport. Le rapport mentionne une recrudescence des cas de menaces, d'arrestations arbitraires et d'instrumentalisation de la justice contre les activistes de la société civile et des professionnels des médias à partir de juillet 2015.

Sécurité: Maman Sidikou appelle à des efforts communs de la Monusco et du gouvernement. « Il faut des efforts communs, Gouvernement-Monusco, pour davantage protéger les populations civiles au Nord-Kivu », a déclaré le chef de la Monusco, Maman Sidikou, mardi 8 décembre à Goma où il a inauguré un centre de presse financé par la mission onusienne. Il soutient la reprise de la coopération entre la Monusco et les FARDC pour assurer la protection des habitants du Nord-Kivu. La Monusco avait suspendu, début février dernier, sa coopération dans la traque des FDLR à cause de la présence dans la chaîne de commandement de deux généraux congolais soupçonnés de graves violations des droits de l'homme.

L'ONU recense 41 cas d'atteinte à la liberté d'expression en RDC. Les Nations Unies ont répertorié 41 cas d'atteinte à la liberté d'expression entre janvier et septembre 2015 en RDC. C'est ce que révèle un rapport publié mardi 8 décembre par le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme (BCNUDH) sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales en période pré-électorale. Selon ce rapport, ces 41 cas d'atteinte à la liberté d'expression se sont manifestés concrètement au cours de cette période par des entraves à la liberté de réunion pacifique ou des mauvais traitements infligés en raison des opinions d'une personne. Des agents de l'Etat sont, par ailleurs, accusés d'avoir eu recours à des convocations dans les bureaux de l'ANR et procédé à des arrestations pour intimider les personnes très critiques à l'encontre du pouvoir en place, note le même document.

Bukavu: le rapport d'exécution du budget provincial 2015 rejeté. L'assemblée provinciale du Sud-Kivu a rejeté lundi 7 décembre le rapport d'exécution du budget 2015 du gouvernement provincial. Selon les députés, ce budget, évalué 150 milliards de francs congolais (environ 150 millions de dollars américains), n'a été exécuté seulement qu'à 46%. Pas une seule école n'a été construite ni réhabilitée, ont fait remarquer les élus provinciaux, déplorant également le délabrement de l'ensemble du réseau routier de la ville de Bukavu et de l'intérieur de la province.

Nord-Kivu: un budget de 46 millions USD adopté à l'assemblée provinciale. Le projet du budget 2016 du Nord-Kivu a été adopté lundi 8 décembre à Goma par l'assemblée provinciale. Il se chiffre à plus 43 milliards de francs congolais (environ 46 millions de dollars américains). Cette loi financière inclut les frais de fonctionnement du Gouvernement provincial, de l'Assemblée provinciale et des entités territoriales décentralisées, a déclaré le vice-gouverneur du Nord-Kivu, Feller Lutaichirwa, lors de la présentation de ce budget. Répondant aux questions des députés provinciaux, il a indiqué qu'en 2015, le gouvernement provincial du Nord-Kivu a mobilisé plus de 31 milliards de franc congolais de recettes (plus de 33 millions de dollars américains), soit 61,39 % du budget global.

Kinshasa: de l'eau au prix de plusieurs kilomètres à pied. Depuis deux jours, de nombreuses familles sillonnent la ville de Kinshasa à la recherche de l'eau potable. La majorité de communes la capitale congolaise sont privées d'eau à cause des inondations enregistrées dans plusieurs quartiers de la ville.

Le groupe Salongo veut reconquérir le public attiré par des films étrangers. Après 40 ans d'existence, le groupe théâtral Salongo se lance un défi : reconquérir les fans attirés désormais par des films nigériens, tanzaniens et parfois ghanéens, au détriment des téléfilms congolais. Le coordinateur du groupe Salongo, Ndungi Mambimbi alias Masumu Debrindet, l'a annoncé au cours d'une interview accordée à Radio Okapi. Les festivités des 40 ans d'existence de ce groupe se dérouleront du 08 au 12 décembre 2015. Pendant 5 jours, les acteurs du groupe Salongo compte organiser une série d'activités dont un colloque portant sur l'impact du théâtre populaire dans la masse. Cette activité se déroulera à l'institut national des arts (INA) à Kinshasa. Le programme prévoit aussi des productions scéniques et musicales.

Mercredi 9 décembre.

RDC : le budget alloué au secteur agricole n'a pas atteint 3% depuis 2007. Le budget alloué au secteur agricole en RDC n'a pas atteint 3% entre 2003 et 2013. La revue diagnostique des dépenses publiques dans le secteur agricole et rural de la Banque mondiale l'a révélé mardi 8 décembre. Durant cette période sous examen, le programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) note que la part exécutée du budget alloué pour le secteur agricole et rural représente en moyenne 2% par rapport au budget total exécuté.

Le PDDAA a été adopté en 2003 par l'Union africaine (UA) et les présidents des pays membres à Maputo au Mozambique. Dans ce programme, les chefs d'Etats africains s'étaient engagés à fournir 10% de leurs budgets annuels au secteur de l'agriculture. Le PDDAA indique par contre qu'au cours de la même période, la RDC a affecté 11% des parts de ses engagements du budget total destiné pour le secteur de l'enseignement et 7% pour la santé.

RDC : l'Onu recommande un processus électoral « sans violence ». Le directeur du Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'homme (BCNUDH), José Maria Aranaz, recommande de mettre en place des conditions qui permettent d'avoir « un processus électoral crédible et apaisé sans violence ». Dans son intervention mardi 8 décembre à Radio Okapi, il a jugé « inquiétante » la répression des membres de l'opposition, des médias et de la société civile entre le 1er janvier et le 30 septembre. Dans le rapport publié par le BCNUDH et la Monusco, l'Onu a documenté 143 violations des droits de l'homme liées au processus électoral en RDC.

Ex-Province Orientale: des hommes armés enlèvent 47 personnes ; Des hommes armés ont kidnappé, dans la nuit du 5 au 6 décembre, quarante-sept personnes, dans deux foyers miniers, situés entre la cité de Niania (Ituri) et la ville d'Isiro (Haut-Uélé). Selon l'administrateur du territoire de Mambasa, Alfred Bongwalanga, ces assaillants ont également emporté plusieurs biens de valeurs dans la brousse.

La société civile de Niania indique qu'une femme a été violée par neuf assaillants. La victime est admise aux soins dans une structure sanitaire de la contrée. Les orpailleurs ont fui cette région suite à ces attaques armées, affirme la même source.

Kinshasa: des pluies torrentielles font 31 morts en près de trois semaines ; Trente et une personnes sont mortes en près de trois semaines dans des inondations provoquées par une succession de pluies torrentielles à Kinshasa, a-t-on appris mercredi 9 décembre auprès des autorités de la capitale de la République démocratique du Congo.

Ituri: les Maï-Maï Simba menacent d'attaquer deux localités de Mambasa. Les Maï-Maï Simba menacent d'attaquer les localités de Mabukusi et d'Epulu, en territoire de Mambasa (Ituri). Ces

miliciens ont annoncé ces attaques dans des tracts jetés, depuis trois jours, à Mambasa-centre et plusieurs autres villages du territoire de Mambasa.

Congo Airways suspend ses vols à destination de Mbuji-Mayi. La compagnie aérienne « Congo Airways » vient de suspendre ses vols vers Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) « jusqu'à nouvel ordre ». La direction générale de l'entreprise a pris cette décision mardi 8 décembre suite à la dégradation de l'état de la piste d'atterrissage de l'aéroport de Bipemba.

Beni : l'hôpital général de référence manque d'espace pour les malades. L'hôpital général de référence de Beni (Nord-Kivu) est confronté à un problème de capacité d'accueil des malades, a déclaré à Radio Okapi mardi 8 décembre, le médecin directeur intérimaire de cette structure médicale, le Dr Merlin Juakaly. D'après lui, cette situation s'explique par la démographie galopante de la ville de Beni.

Tanganyika : vers une résolution pacifique des conflits entre Pygmée et Bantous à Nyunzu. Un forum sur la paix se tient depuis ce mardi 8 décembre dans le territoire de Nyunzu dans la nouvelle province de Tanganyika. Des chefs coutumiers, des membres de la société civile et de la Monusco et des délégués de deux communautés réfléchiront durant trois jours sur les résolutions à adopter afin de passer de la situation d'accalmie que les bantous et les pygmées vivent en ce moment à une situation de paix durable dans la région.

Nord-Kivu: l'armée se déploie à Ikobo . Le commandement des opérations Sokola 1 a déployé, il y a près d'une semaine, des militaires dans le groupement Ikobo, en territoire de Walikale et dans la partie Sud du territoire de Lubero (Nord-Kivu). Cette région était occupée depuis plus d'une dizaine d'années par des groupes armés dont les rebelles rwandais des FDLR.

Luzolo Bambi: « Faire de la lutte contre la corruption un combat vital ». Le Conseiller spécial du Chef de l'Etat congolais pour la lutte contre la corruption, le blanchiment des capitaux et la bonne gouvernance, Luzolo Bambi, estime qu'il faut faire de la lutte contre la corruption un combat vital pour tous. Par ailleurs, l'ancien ministre de la Justice a plaidé pour que plus de moyens soient mobilisés pour la lutte contre la corruption.

La SNCC veut étendre son réseau. La Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) envisage d'élargir son réseau vers certains pays d'Afrique australe et orientale afin d'attirer ses anciens clients et des opérateurs économiques de la région. Une trentaine de représentants des entreprises basées notamment à Lubumbashi ainsi que les délégués des sociétés des chemins de fer de l'Afrique du Sud, de la Zambie et de la Tanzanie ont été invités à prendre part à cette journée porte-ouverte destinée à vendre une bonne image de l'entreprise. Avec les 26 nouvelles locomotives qu'elle a reçues et les travaux effectués sur certaines lignes de chemin de fer, un wagon expédié de Lubumbashi arrive à Mwene-Ditu après 4 jours au lieu de 14 jours il y a quelques mois, indiquent des responsables de l'entreprise ferroviaire.

RDC: suspension de l'octroi des passeports à Kinshasa. Le ministère des Affaires étrangères a suspendu depuis la semaine passée l'octroi des passeports à Kinshasa. Des sources proches des services de la chancellerie indiquent que l'octroi des passeports reprendra le 16 décembre prochain. Cette suspension devrait permettre à la chancellerie d'apprêter les nouvelles machines pour l'octroi des passeports à puce électronique. La RDC s'est récemment dotée d'un nouveau modèle de passeport biométrique avec puce sur laquelle seront gravées les informations personnelles du détenteur. Ce nouveau passeport devrait être délivré à partir du 2 janvier 2016.

Corruption: les parlementaires africains pour la protection des dénonciateurs. Le Réseau des parlementaires africains contre la corruption appelle à la mise en place des mécanismes de signalement et de plainte publique des cas de corruption. Cette association de députés et sénateurs africains estiment également qu'il faut protéger les personnes dénoncent les cas de corruption. Ces mécanismes permettraient, selon ces parlementaires, de lutter efficacement contre la corruption.

Jeudi 10 décembre.

RDC: Matata Ponyo sollicite le report de son interpellation à l'Assemblée nationale. Dans une correspondance adressée au président de l'Assemblée nationale, le Premier ministre, Augustin Matata Ponyo a sollicité le report de son interpellation à la chambre basse. Il devrait répondre, jeudi 10 décembre, à la question orale que le député Mbindule Mitono lui a adressé depuis septembre dernier. Cette question porte sur le niveau d'exécution du programme de son gouvernement. Matata Ponyo a demandé un délai de deux semaines pour ses éléments de réponse.

Inondations à Kinshasa : Joseph Kabila ordonne la prise en charge des sinistrés. Le président de la République, Joseph Kabila, a ordonné, mercredi 9 décembre, au gouvernement central et à l'hôtel de ville de Kinshasa, de prendre en charge les familles éprouvées et les sinistrés des inondations provoquées par une succession de pluies torrentielles qui se sont abattues dans la capitale.

RDC: un présumé auteur du génocide au Rwanda arrêté à Goma. Un des présumés auteurs du génocide au Rwanda est aux arrêts depuis mercredi 9 décembre à Goma au Nord-Kivu, selon le mécanisme pour les tribunaux internationaux des Nations unies (MTPI). Des sources policières indiquent que Ladislav Ntanzanza, la cinquantaine, aurait été arrêté par ses propres compagnons d'armes jeudi 3 décembre dernier à Kiyeye, une localité située à 10 kilomètres à l'Ouest de Nyanzale à Rutshuru. C'est justement dans cette localité qu'il avait trouvé refuge il y a quelques jours.

Likasi : 300 cas de choléra enregistrés au centre militaire Mura. Trois cents cas de choléra ont été enregistrés au centre d'instruction Mura à Likasi dans la nouvelle province du Haut-Katanga, ont indiqué mercredi 9 décembre des sources médicales. Selon elles, cette épidémie aurait fait dix morts dans le même centre qui héberge les recrues des Forces armées de la RDC provenant de plusieurs coins du pays.

Sud-Kivu : la localité de Katanga vidée de ses habitants. Les habitants de la localité de Katanga, à 11 kilomètres de Baraka à Fizi au Sud-Kivu, ont abandonné leurs habitations depuis mercredi 9 décembre. Ils fuient des attaques nocturnes perpétrées par des hommes armés dans cette région pour trouver refuge à Baraka.

Sankuru : forte tension à Lodja après le décès d'une personne. Une forte tension a prévalu mardi 8 décembre dernier à la mi-journée, dans la cité de Lodja (Sankuru). Pour cause : le décès d'un homme âgé de 65 ans, rapportent des sources locales. Sa famille soutient que cette mort est consécutive à la torture qu'il aurait subie dans les locaux des services de renseignement.

Les Etats-Unis et la Grande Bretagne lancent un programme pour améliorer l'éducation en RDC. L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) et l'Agence de la Grande Bretagne pour le développement international (UKAID) ont lancé mercredi 9 décembre, un programme conjointe dénommé «Accès, lecture, rétention et recevabilité» en RDC. Ce programme est financé à hauteur de 180 millions de dollars américains. Il vise à contribuer à l'amélioration des résultats scolaires en lecture dans toutes les écoles primaires publiques conventionnées des 25 sous-provinces éducationnelles ciblées.

HRW exige la libération des prisonniers politiques. Dans une déclaration rendue public jeudi 10 décembre, Human Rights Watch demande au gouvernement congolais de libérer tous les prisonniers politiques. Cette ONG de défense des droits de l'homme exige aussi que les autorités congolaises mettent un terme aux atteintes à la liberté de réunion pacifique et d'expression. L'ONG est revenue sur certains faits enregistrés récemment en RDC. Elle évoque notamment les incidents survenus le 28 novembre dernier à Goma où la police a lancé des gaz lacrymogènes et tiré en l'air à balles réelles. Une adolescente de 14 ans a été blessée. Douze personnes, dont deux activistes d'un mouvement pro-démocratie Lutte pour le changement (Lucha) ont été arrêtées, à en croire HRW.

RDC: le PGR demande la levée de l'immunité de 3 députés de l'opposition. Le procureur général de la République sollicite la levée de l'immunité des députés de l'opposition Muhindo Nzangi, Fabien Mutomb et Samy Badibanga. Il veut les poursuivre pour « faux et usage de faux ». Le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, l'a annoncé au cours de la plénière de ce jeudi 10 décembre. Le président de la chambre basse du Parlement a fait savoir qu'une commission spéciale allait être mise sur pied à ce sujet.

Vendredi 11 décembre.

Beni: 350 personnes tuées à la machette, selon Asadho. L'Association africaine de défense des droits de l'Homme (Asadho)/ Nord Kivu indique, dans un communiqué publié mardi 8 décembre, avoir documenté plusieurs cas de violation des droits de l'homme dans le territoire de Beni au cours de janvier à décembre 2015. Elle fait état notamment de 350 personnes tuées à la machette et à l'arme à feu, 12 cas d'attaques de camps FARDC, 20 embuscades contre les civils sur les tronçons routiers Oïcha –Eringeti et Mbau –Kamango. Plus de 100 personnes portées disparues, deux radios fermées et une autre incendiée au cours des attaques rebelles, selon l'Asadho. Cette situation a occasionné le déplacement de plus de trente-cinq mille personnes, qui sont sans assistance humanitaire et la fermeture de 15 écoles ainsi que de 7 centres de santé, précise ce communiqué.

Inondations en RDC: des dizaines de milliers de sans-abris dans tout le pays. Les pluies abondantes qui s'abattent depuis plusieurs jours dans de nombreuses régions de la RDC ont fait des dizaines de milliers de sans-abris dans tout le pays. En plus des 20 000 familles sinistrées à Kinshasa, on compterait au total encore davantage de sans-abris à Kisangani dans la province de la Tshopo, à Bumba et Lisala dans la Mongala, à Mbandaka dans l'Équateur, à Boende dans la Tshuapa et à Matadi dans le Kongo Central. Dans la seule ville de Bumba, plus de 45 000 victimes des inondations attendent des secours à la belle étoile.

Uvira: la Monusco sensibilise la population sur le phénomène «enfant-soldat». La section de la protection de l'enfant de la Monusco/Uvira a lancé jeudi 10 décembre dans la cité de Baraka en territoire de Fizi (Sud-Kivu), la campagne de sensibilisation des communautés locales à s'engager dans la lutte contre le recrutement et l'utilisation des enfants par les forces et groupes armés. Pour certaines associations locales, des actions doivent être menées contre l'utilisation des enfants dans les groupes armés

La RDC perd 19 millions USD au titre d'exonérations d'une filiale de Banro, selon une ONG. L'Etat congolais a perdu environ 19 millions des dollars américains au titre des taxes et redevances qu'il devrait percevoir auprès de l'entreprise Twangiza Mining depuis 2010, a révélé un rapport d'analyse que cinq chercheurs de l'organisation Maison des mines du Kivu (MMKI), une organisation de la société civile locale, a publié ce mercredi 9 décembre à Bukavu. Ce manque à gagner fait suite aux exonérations accordées à cette société, selon la même source. Les experts s'unissent pour combattre la malnutrition

RDC: les experts s'unissent pour combattre la malnutrition. Le Mouvement mondial multisectoriel de lutte contre la malnutrition a officiellement présenté jeudi 10 décembre à Kinshasa, une plate-forme dénommée Scaling up nutrition (SUN), censée unir les experts de plusieurs domaines pour lutter contre la malnutrition. Environ 43% d'enfants de moins de 5 ans souffraient de la malnutrition chronique en République démocratique du Congo (RDC) en 2013, selon le Programme national de nutrition (Pronanut). D'après les experts en nutrition présents à cette cérémonie, l'objectif de la création de SUN est de fédérer les expertises disponibles de toutes les disciplines pouvant aider à combattre la malnutrition en RDC et relever le niveau de bien-être national.

RDC: le Sénat vote le projet de budget 2016. Le projet de budget de l'exercice 2016, chiffré à un peu plus de 8 milliards de dollars américains, a été adopté jeudi 10 décembre au Sénat. Le président de la commission économique et financière de la chambre haute du Parlement, le professeur Mabi Mulumba, a précisé qu'il n'y avait pas de « divergences majeures » entre le texte qui a été validé le mercredi 28 octobre dernier par l'Assemblée nationale et celui adopté au sénat. Le seul point à harmoniser se situe au niveau des conditions d'affectation des recettes additionnelles que les députés avaient introduites dans cette loi des finances 2016 proposée par le gouvernement.

RDC: 6 morts après naufrage d'une pirogue sur le lac Tanganyika. Le bilan encore provisoire d'un naufrage d'une pirogue motorisée jeudi 10 décembre dans le lac Tanganyika, en territoire de Fizi (Sud-Kivu) fait état de six morts, dix personnes portées disparues et quatorze rescapés. La barque, qui quittait la cité de Baraka à destination du village de Some dans la presqu'île d'Ubwari, a été renversée sous l'effet des vents violents.

Tanganyika: clôture d'un forum sur la paix à Nyunzu. La commission diocésaine justice et paix du Tanganyika a clôturé jeudi 11 décembre, un forum sur la paix à Nyunzu. Pendant trois jours, une centaine de participants issus de toutes les couches de la population, ainsi que des représentants des peuples luba et pygmées ont réfléchi sur des voies et moyens pour restaurer une paix durable dans ce territoire qui vient de connaître plus de six mois de conflit inter-communautaire.

Nord-Ubangi: la société civile appelle au déminage de la province. La société civile du Nord-Ubangi réclame le déminage de toutes les zones de la province où sont découverts des engins explosifs non explosés. Les représentants de cette structure citoyenne l'ont fait savoir jeudi 10 décembre, en réaction au décès de trois enfants survenus deux jours auparavant à la suite de l'explosion d'une mine abandonnée au village Gulu dans le secteur de Wapinda dans le territoire de Yakoma. Ces engins explosifs seraient abandonnés par des combattants des forces armées durant la guerre menée par l'AFDL en 1997 et les différentes rebellions qui ont gangrené l'Est de la RDC avant les accords global inclusifs de Pretoria, a indiqué la même source à Radio Okapi.

Processus électoral: les envoyés internationaux prônent l'enrôlement de nouveaux majeurs. Le groupe d'envoyés internationaux pour la région des Grands Lacs préconisent l'enrôlement de

nouveaux majeurs. Ces jeunes sont estimés à environ 7 millions, soit plus de 20% du corps électoral congolais, selon un rapport de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), publié en novembre dernier. Ces diplomates ont fait cette recommandation, vendredi 11 décembre, au sortir d'une audience avec le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), à Kinshasa.

Commissaires spéciaux: la motion contre Boshab rejetée à l'Assemblée nationale. Les députés ont rejeté, vendredi 11 décembre, la motion de défiance contre le vice-Premier et ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab Mabudj, au sujet de la nomination des commissaires spéciaux. Appelés à diriger les nouvelles 21 provinces, ces commissaires et leurs adjoints ont été nommés en octobre dernier par le chef de l'Etat. Les députés de l'opposition jugent ces nominations contraires à la constitution.

Génocide au Rwanda: Ladislas Ntaganzwa transféré à Kinshasa. Arrêté depuis une semaine à Rutshuru (Nord-Kivu), le présumé génocidaire rwandais Ladislas Ntaganzwa a été transféré, vendredi 11 décembre, à Kinshasa via la ville de Goma. Le Procureur du tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) avait demandé son transfèrement sans délai à Kigali alors que Kinshasa voulait à tout prix l'entendre. La cinquantaine révolue, Ladislas Ntaganzwa est recherché depuis une dizaine d'années avant d'être arrêté puis livré à la police nationale par ses propres compagnons d'armes à Kiyeye, où il avait trouvé refuge il y a quelques jours. Ladislas Ntaganzwa est poursuivi pour incitation directe et publique à commettre le génocide et crimes contre l'humanité. Le présumé auteur du génocide au Rwanda avait trouvé refuge à Kiyeye, après avoir fui le groupement Ikobo, dans le territoire de Walikale, à cause de l'offensive de la coalition Maï-Maï, NDC/Rénové et Union des patriotes pour la défense des innocents (UPDI), qui traque les FDLR, depuis le 22 novembre dernier dans cette partie de Walikale. En 1994, lors du génocide rwandais, il était bourgmestre d'une des communes du Rwanda, selon toujours ces mêmes sources. Il aurait à ce moment fait appel à tuer les tutsi. Mais l'incriminé a nié cette accusation.

La RDC a enregistré une baisse de plus de 17% de ses exportations en 2015. La RDC a enregistré une baisse de plus de 17% de ses exportations depuis le début de l'année. C'est ce qui ressort de la 11^e réunion ordinaire du comité de politique monétaire de la banque central présidée ce jeudi 10 décembre par son gouverneur Deogratias Mutombo. Le gouverneur de la banque centrale du Congo a au cours de cette réunion reconnu que la RDC ressent durement les effets négatifs du ralentissement de l'activité économique internationale et de la baisse des prix des matières premières en 2015.

Samedi 12 décembre.

Assemblée nationale: l'opposition réclame la déchéance d'Aubin Minaku. Les députés de l'opposition ont initié, vendredi 11 décembre, une pétition pour obtenir la déchéance du président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku. Ils l'accusent président « d'avoir confisqué la liberté à l'Assemblée nationale » et d'avoir « caporalisé » l'institution parlementaire, après le rejet de la motion de défiance initiée contre le ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab. Les députés de l'opposition dénoncent le manque de débat au cours de l'examen de cette motion de défiance.

La Cenco lance un groupe de réflexion et d'échange avec le Parlement. Le bureau de liaison de la conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) avec le Parlement a lancé vendredi 11 décembre à Kinshasa le groupe de réflexion et d'échanges avec le Parlement. « L'objectif de ce groupe-là, c'est de réfléchir ensemble sur certains problèmes d'ordre socio-politique de notre pays pour tenter de trouver des solutions domestiques à nos problèmes », a expliqué Abbé Jean-Pierre Muhingisa, directeur du bureau de liaison de la Cenco avec le Parlement.

Forêt d'Afrique centrale: la RDC bénéficie de 250 millions USD. La RDC vient de bénéficier de 250 millions de dollars américains sur un total d'un milliard de dollars sollicité dans le cadre de l'initiative « Forêt d'Afrique centrale » (Cafi). L'accord a été signé jeudi 10 décembre par le ministre congolais des Finances, Henri Yav Muland, au Bourget en marge de la COP21. Le ministre de l'Environnement et Développement durable, Robert Bokpolo, indique que la RDC va également bénéficier de 300 000 dollars américains dans le cadre de la mise en œuvre du fonds vert.

RDC: 17 morts après une pluie à Bukavu. Dix-sept morts ont été enregistrés après la pluie qui s'est abattue sur la ville de Bukavu (Sud-Kivu) dans la nuit de vendredi à samedi 12 décembre. Les autorités locales qui ont livré ce chiffre parlent d'un bilan encore provisoire. Les victimes ont été enregistrées dans trois quartiers de la ville où une dizaine de véhicules ont été emportées par les eaux de pluie et plusieurs maisons inondées. La commune Ibanda est la plus touchée.

Deux ans après la fin du M23: blocage du rapatriement des ex-rebelles en RDC. Du 12 décembre 2013 au 12 décembre 2015, deux ans se sont déjà écoulés depuis la signature de « Déclarations de

Nairobi», marquant la fin de la rébellion du M23 qui avait occupé pendant plus d'une année plusieurs localités du Nord-Kivu. Mais, à ce jour, Kinshasa et les ex-rebelles s'accusent mutuellement de ne pas respecter les engagements pris dans la capitale kenyane. Parmi les points de blocage: le rapatriement des ex-combattants du M23 qui ont trouvé refuge au Rwanda et en Ouganda. Entre-temps, les défis de reconstruction des « zones libérées » au Nord-Kivu se posent avec acuité.

Après Kisangani, les envoyés spéciaux internationaux visitent Beni. Les envoyés spéciaux de l'Union européenne, l'Union africaine, des Etats-Unis d'Amérique et des Nations unies pour la région des Grands Lacs et le Chef de la Monusco sont arrivés samedi 12 décembre en début d'après-midi à Beni (Nord-Kivu). Leur mission consiste à exprimer leur solidarité avec les populations meurtries par les attaques des rebelles ougandais des ADF. Plus tôt dans la matinée, cette délégation était à Kisangani dans la province de la Tshopo, où elle est allée s'enquérir de la situation des ex-combattants FDLR cantonnés au camp lieutenant-général Bauma, situé à 10 Kilomètres du centre-ville de Kisangani.

RDC: 3825 réfugiés sud-soudanais enregistrés dans le Haut-Uele. Les réfugiés sud soudanais affluent depuis environ deux semaines dans les territoires de Dungu et de Faradje dans le Haut-Uele. Le Bureau du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Bunia parle de près de trois mille huit cents vingt-cinq personnes qui sont installées dans plus de cinq villages. L'administrateur du territoire de Dungu rapporte que ces réfugiés fuient les conflits interethniques dans leur pays et vivent dans des familles d'accueil déjà paupérisées suite aux exactions de rebelles ougandais de la LRA. Ce mouvement de réfugiés est constaté depuis neuf jours à partir du district d'Ezo au Soudan du Sud.

Dimanche 13 décembre.

Kisangani: désengorgement du port de la SCTP suite à la montée des eaux du fleuve. La SCTP désengorge, depuis quelques jours, son port de Kisangani (Tshopo) à la suite de la montée rapide des eaux du fleuve Congo. Cette entreprise travaille d'arrache-pied pour que les embarcations encore en accostage quittent rapidement ce port et que les entrepôts soient vidés pour éviter que les marchandises soient englouties dans l'eau. Des sources portuaires affirment que les eaux du fleuve ont déjà atteint le niveau du quai et commencent à s'approcher petit à petit des grands entrepôts du port de la SCTP.

Kinshasa: l'AFDC annonce sa participation au dialogue. L'Alliance des forces démocratiques du Congo (AFDC) annonce sa participation au dialogue politique, préconisé par le chef de l'Etat. Ce parti de la Majorité présidentielle (MP) a fait cette annonce, samedi 12 décembre, au cours de son congrès ordinaire, à Kinshasa. L'AFDC dit soutenir cette initiative du chef de l'Etat qui voudrait que la paix et la concorde règnent dans notre pays et éviter qu'il bascule dans l'impasse après les élections.

Lubumbashi: une école primaire engagée dans le reboisement. A Lubumbashi (Haut-Katanga), l'Ecole primaire Saint Philippe est engagée dans le reboisement pour protéger l'environnement. Dans la cours de leur école, ces élèves reboisent des sapins, des manguiers, des raisins et autres.

Les envoyés spéciaux des Grands lacs à Goma. Après Kinshasa, Beni et Kisangani, la délégation d'envoyés spéciaux des Grands lacs est arrivée, samedi 12 décembre, à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu. Conduite par le patron de la Monusco, Maman Sidikou, cette délégation va s'entretenir avec le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku Kahongya. A l'étape de Kisangani, ces diplomates avaient demandé aux FDLR de retourner sans condition chez eux. Ces rebelles rwandais ont demandé qu'on leur trouve un pays d'accueil, autre que le Rwanda.

RDC: Joseph Kabila devant le congrès ce lundi. Le chef de l'Etat congolais est attendu, lundi 14 décembre, devant les deux chambres du Parlement, réunies en congrès, au Palais du peuple de Kinshasa. Joseph Kabila va se prononcer sur l'état de la nation, affirment des sources proches du Parlement. Ce congrès va se tenir, deux semaines après que le chef de l'Etat avait annoncé la convocation d'un «dialogue politique national inclusif», sans précision de date.

Kongo Central: 9 personnes meurent noyées dans les inondations. Neuf personnes sont décédées à la suite des inondations dues aux pluies qui se sont abattues, samedi 12 décembre, au Kongo Central. Parmi les victimes, cinq ont été recensées à Boma et quatre autres à Mbanza-Ngungu, selon des sources concordantes.

Inondation: le bilan de morts revu à la hausse à Bukavu. Le bilan de morts dus à l'inondation est passé de dix-sept à dix-huit à Bukavu (Sud-Kivu), après la découverte du corps d'un enfant, dimanche

13 décembre, au quartier Industriel, dans la commune de Kadutu. Malgré la hausse du bilan, la circulation a repris, depuis samedi dans la soirée, sur la route nationale numéro 5, reliant Bukavu-Nyangezi-Kamanyola et Uvira. L'Office de la voirie et drainage (OVD) a déployé ses engins à Panzi pour ouvrir la route bloquée par un amas de terre suite à un éboulement occasionné par la pluie.

Ituri : plus de 600 000 enfants vaccinés contre la polio en 2015. Plus de six cent-six mille enfants de moins de 5 ans ont été vaccinés contre la poliomyélite dans les territoires de Djugu, Irumu et Mambasa en Ituri, a révélé samedi 12 décembre le médecin chef de la division provinciale de la Santé, Dr Louis Tshulo. Il a indiqué que le nombre d'enfants attendus était de plus de 570 000. Selon lui, ce chiffre représente un taux de couverture de 106%. Ce dépassement de 6% s'explique principalement par l'arrivée des déplacés en provenance du Nord-Kivu, dans certaines zones de santé de l'Ituri, notamment Komanda, Bunia et Nia Nia.

L'UE envisage la reprise « sans délai » de la coopération FARDC-Monusco. L'envoyé spécial de l'Union européenne pour la région des Grands lacs, Koen Vevecke, envisage la reprise « sans délai » de la coopération militaire entre les Forces armées de la RDC et la Monusco. Il l'a déclaré dimanche 13 décembre à Goma au Nord-Kivu, à l'issue d'une réunion qui a regroupé le commandant adjoint des forces de la Monusco, le gouverneur du Nord-Kivu ainsi que trois envoyés spéciaux des pays des grands lacs, autour du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, Maman Sidikou. Koen Vevecke estime que la collaboration FARDC-Monusco permettra de mettre fin à l'activisme des groupes armés, à la veille d'une année électorale.

Katanga : les cantines scolaires ont contribué à la hausse du taux de scolarisation. Les cantines scolaires ont favorisé l'augmentation du taux de scolarisation dans l'ex-Katanga. D'après le bulletin du Bureau de coordinations des affaires humanitaires (Ocha) publié cette semaine, ce projet du Programme alimentaire mondiale (Pam) a permis de retenir 95% d'élèves au cours de cette année scolaire 2014-2015. Ce taux était inférieur en 2010. D'après le bulletin d'Ocha, le territoire de Mitwaba a enregistré 33 100 élèves pour cette année scolaire, alors qu'ils étaient environ 26 000 inscrits au cours de l'année dernière.

Lundi 14 décembre.

Discours sur l'état de la nation: les députés de l'opposition annoncent leur absence. Les groupes parlementaires de l'opposition avaient annoncé vendredi la suspension de leur participation aux activités parlementaires après l'examen de la motion de défiance contre le ministre de l'Intérieur Evariste Boshab. Une motion rejetée à la suite d'une autre motion, incidentielle cette fois, introduite par un député de la majorité.

Juvénal Munubo indique que les députés de l'opposition vont suspendre leur participation aux plénières «jusqu'à ce que la Cour constitutionnelle que nous allons saisir, nous aide à interpréter l'article 146 de la constitution, s'agissant de la gestion de la motion de censure et de la motion incidentielle », ajoutant. En attendant la décision de la Cour constitutionnelle, les députés des groupes parlementaires de l'opposition annoncent qu'ils ne prendront pas part au discours de Joseph Kabila. Certains députés interrogés par Radio Okapi souhaitent que le président de la République se prononce ce lundi sur les élections de 2016. Ils attendent aussi que Joseph Kabila fasse le point sur le dialogue politique qu'il a convoqué alors que plusieurs partis de l'opposition ont annoncé qu'ils n'y prendront pas part. D'autres députés disent attendre que Joseph Kabila fasse le bilan de la gestion du pays en 2015 sur le plan sécuritaire, économique et social. Les députés souhaitent aussi que le chef de l'Etat fasse une mise au point sur la mise en place de nouvelles provinces et la question des nominations des commissaires spéciaux. Dans la salle des congrès, Joseph Kabila s'exprimera devant les sénateurs et députés, mais aussi devant plusieurs autres personnalités invitées.

Mbuji-Mayi: la société civile s'inquiète de la suspension des vols de Congo Airways. La coordination de société civile du Kasai-Oriental déplore à la suspension des vols de Congo Airways vers Mbuji-Mayi. Cette décision constitue une atteinte aux droits des passagers, a fait savoir cette structure citoyenne dans un communiqué publié samedi 12 décembre. «Cette mesure risquera de plonger la province dans un enclavement continu», a déclaré à Radio Okapi, Rose Mbuyi, la présidente de la société civile forces vives du Kasai-Oriental. La compagnie aérienne Congo Airways a annoncé mardi 8 décembre, la suspension de ses vols vers Mbuji-Mayi jusqu'à nouvel ordre, suite à la dégradation de l'état de la piste d'atterrissage de l'aéroport de Bipemba.

RDC: Joseph Kabila veut un processus électoral «fruit d'un consensus librement dégagé». « J'en appelle au sens élevé des responsabilités de tous afin qu'au sortir du dialogue national nous soyons plus unis dans la mise en œuvre d'un processus électoral authentiquement congolais, fruit d'un

consensus librement dégagé », a déclaré lundi 14 décembre dans son discours sur l'état de la nation prononcé devant le Parlement réuni en congrès. Pour Joseph Kabila, ce dialogue est l'occasion pour les Congolais de se réunir pour régler eux-mêmes leurs divergences. Au sujet du début de ce dialogue, Joseph Kabila n'a pas donné de date précise, évoquant un démarrage « à brève échéance ». Joseph Kabila a également mis en garde ceux qui s'opposent au dialogue, préférant la violence. « Je ne permettrai pas que les sacrifices consentis ensemble au cours de dernières années pour bâtir la paix soient compromis, sous quelque prétexte que ce soit, par ceux qui, de mauvaise foi et de manière délibérée, choisiront de rester enfermés dans leur posture négativiste, refusant le dialogue au profit des complots contre la République et en promettant sang et sueur à notre peuple. Il n'y aura ni l'un ni l'autre », a-t-il lancé. Pour lui, le peuple congolais aura à choisir entre deux projets de société pour les prochaines élections.

« Là où il lui est promis la mort, nous l'assurons que tout sera mis en œuvre pour la vie. Là où on veut tout détruire, notre engagement c'est de construire et de développer sans relâche. A notre peuple de choisir lors des élections lequel des deux projets de société lui convient le mieux », a indiqué Joseph Kabila. Joseph Kabila est revenu sur l'idée de revoir les modalités de vote lors des prochaines élections pour réduire le coût des élections. « Je demeure persuadé que l'option à lever sur les modalités de vote prévues à l'article 47 de la loi électorale à savoir, soit le vote par bulletin à papier soit le vote électronique, pourrait contribuer à réduire substantiellement le coût des opérations électorales », a-t-il affirmé.

Kisangani: le Gouvernement prié de prendre la relève à l'hôpital du Cinquantenaire. Le coordonnateur de la Fondation Famille Gertler, François Ndjeka, exhorte le gouvernement congolais à prendre la relève du financement de l'hôpital du Cinquantenaire de Kisangani. Cette fondation n'a pas pour vocation de gérer des hôpitaux, a-t-il expliqué dans une interview accordée dimanche 13 décembre à Radio Okapi. Selon François Ndjeka, le financement de l'hôpital du Cinquantenaire de Kisangani par la Fondation Famille Gertler expire à la fin de cette année 2015. Il indique que depuis janvier 2013, cette Fondation finance et gère cet hôpital qu'elle a construit et offert à la RDC à l'occasion de ses 50 ans d'accession à l'indépendance. Mais, l'Etat congolais, propriétaire de cet hôpital, déclare ne pas être encore prêt d'en prendre la direction et la gestion, indique François Ndjeka.

Kasaï: un groupe de bandits égorge un enseignant. Un groupe de bandits a égorgé samedi 12 décembre un enseignant du territoire Lwebo dans une forêt entre les villages Kampelenge et Tshialupemba à 160 km de Djokopunda, dans la province du Kasaï. Un de ses collègues de l'école primaire Tshiadi indique que la victime revenait de la Sous-Division de Lwebo II Djokopunda, où elle était allée retirer les salaires du mois de novembre dernier.

Joseph Kabila: « Désormais, la RDC n'inspire plus la frayeur au personnel navigant ». Devant le Congrès lundi 14 décembre, le président Joseph Kabila a dressé un bilan économique, selon lui, satisfaisant de l'année 2015. Il a évoqué notamment le maintien de certaines routes « en état de praticabilité » et l'acquisition des aéronefs et locomotives, etc. L'expérience du parc agroindustriel de Bukanga Lonzo dans l'ex-Bandundu devrait être étendue à l'ensemble du pays, a indiqué le chef de l'Etat. Joseph Kabila a par ailleurs promis de désenclaver par voie routière les régions isolées du pays.

Ituri: 38 défenseurs judiciaires interdits d'exercer. Le président du tribunal de grande instance de l'Ituri a interdit à trente-huit défenseurs judiciaires d'exercer leurs activités au sein de cette juridiction. Une décision prise samedi 12 décembre sur proposition du syndicat des défenseurs judiciaires de l'Ituri, ont indiqué des sources judiciaires locales. Cette organisation des défenseurs judiciaires de l'Ituri reproche à certains membres exclus leur refus de payer les cotisations mensuelles de 30 USD. A d'autres, le syndicat reproche d'avoir abandonné le métier au profit de la politique, un domaine dont l'exercice est, selon cette organisation, incompatible avec celui du défenseur judiciaire. Alphonse Wonga Okongo, président du syndicat des défenseurs judiciaires de l'Ituri, promet des sanctions aux défenseurs judiciaires qui continueraient à prêter malgré cette mesure d'interdiction.

Jean Lucien Busa : « Le président Kabila place la RDC dans une perspective du chaos ». « Le président Kabila place la République démocratique du Congo dans une perspective de chaos et de confusion totale », a affirmé lundi 14 décembre, le président du Courant des démocrates rénovateurs (CDER), Jean Lucien Busa. Il réagissait au discours du chef de l'Etat sur l'état de la nation, prononcé devant les deux chambres réunies en congrès. Pour Jean Lucien Busa, la constitution règle toutes les questions relatives à la démocratie et aux élections. Le président du CDER pense que le chef de l'Etat vient de faire un aveu d'échec. Selon lui, le Président de la République a échoué sur le plan démocratique, il a échoué sur le plan social, le pays est le plus pauvre du monde. Le discours du chef de l'Etat à la nation est aux antipodes de la réalité sur terrain des aspirations populaires, a poursuivi Jean Lucien Busa.

Nord-Kivu : vive tension après le délogement forcé des habitants à la « petite barrière ». Une vive tension a été observée lundi 14 décembre à la "Petite barrière", après le délogement forcé des habitants des quartiers Kahembe et Mapendo, en commune de Karisimbi dans la ville de Goma (Nord-Kivu). Les habitants de ces deux quartiers n'ont pas apprécié la décision du Commission de démarcation de la frontière entre la RDC et le Rwanda, exigeant leur déplacement et la démolition des maisons construites à frontière dite « petite barrière », séparant la RDC et le Rwanda. Pour manifester leur mécontentement, ils sont descendus dans la rue. Ils exigent une indemnisation avant de quitter les sites, conformément, disent-ils, aux clauses de l'accord conclu avec le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa), l'Union européenne et les autorités congolaises.

Sud-Kivu : des parents d'élèves réclament la fin de la prise en charge des enseignants. Les parents d'élèves du Sud-Kivu contestent le système de la prise en charge des enseignants. Au cours d'une marche de protestation organisée lundi 14 décembre par la Synergie des associations des parents d'élèves, ils se disent fatigués de continuer à payer cette prime et demandent au gouvernement de reprendre sa charge en payant à chaque enseignant un salaire conséquent. Ils étaient des milliers de parents, enseignants, membres de la société civile, et même les élèves, qui ont pris d'assaut les rues de Bukavu ce lundi matin.

Mardi 15 décembre.

Alphonse Maindo: « Le dialogue n'est pas justifié ». Invité mardi 15 décembre par Radio Okapi à commenter le discours du chef de l'Etat devant le Parlement réuni en congrès, le professeur Alphonse Maindo estime que considérer le dialogue comme « la voie obligée pour avoir des élections apaisées » n'est pas complètement vrai. Pour cet enseignant en sciences politiques de l'Université de Kisangani, la tenue du dialogue n'est pas justifiée. Au cours de son discours, le président Kabila a pourtant fait savoir que le dialogue qu'il a convoqué est l'occasion pour les Congolais de se réunir pour régler eux-mêmes leurs divergences. Un dialogue qui a pour objectif « de trouver des solutions consensuelles aux questions majeures qui minent le processus électoral ». Le professeur Alphonse Maindo estime, pour sa part, que les questions retenues pour être débattues au cours du dialogue peuvent être résolues sans organiser ce forum.

Ituri: dispositif sécuritaire renforcé à l'approche des fêtes de fin d'année. Le commandant provincial de la police de l'Ituri, général Joseph Alimasi, a ordonné lundi 14 décembre aux policiers d'intensifier les patrouilles de surveillance à Bunia et dans d'autres centres urbains de cette nouvelle province. Il a affirmé que cette mesure vise à dissuader les malfaiteurs et prévenir les cas d'insécurité et de trouble à l'ordre public durant la période des fêtes de fin d'année. D'autres unités de police devraient, par ailleurs, occuper des points stratégiques et sensibles de la ville de Bunia durant la même période.

RDC: Joseph Kabila note une amélioration dans la fourniture de l'eau et l'électricité. Dans son discours sur l'état de la nation, lundi 14 décembre, le chef de l'Etat congolais a fait état de l'amélioration de la fourniture de l'eau et de l'électricité à travers le pays. Dans le secteur de l'eau, indique le chef de l'Etat, les travaux achevés au cours de l'année 2015 sont ceux de réhabilitation et de renforcement des installations d'alimentation en eau potable de Tshikapa, Mwene Ditu, Ngandajika, Lodja, Kabinda, Lisala, Tshimbulu, Bulungu, Masi-Manimba et Matadi. En électricité, Joseph Kabila a cité la construction achevée du barrage de 13,8 MW à Matebe, dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu).

RDC: paralysie d'activités à Oicha suite à l'insécurité. Toutes les activités sont restées paralysées à Oicha et dans le secteur de Beni-Mbau, à la suite du mot d'ordre de la société civile du territoire de Beni. Elle a pris cette décision pour protester contre l'insécurité persistante dans cette partie du Nord-Kivu. Même l'hôpital d'Oicha, d'une capacité de 500 malades, ne fonctionne plus. Les infirmiers et médecins sont rentrés chez eux et les malades ont été renvoyés dans leurs familles.

Joseph Kabila à Goma pour inaugurer la centrale hydroélectrique de Matebe. Le Président de la République, Joseph Kabila, est arrivé mardi 15 décembre à Goma au Nord-Kivu. Il devra inaugurer mercredi la centrale hydroélectrique de Matebe, dans le territoire de Rutshuru. L'inauguration de cette centrale de 13,6 MW sera faite en présence des ministres congolais, du Représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC et de quelques ambassadeurs accrédités en RDC.

Kinshasa : la police présente dix bandes de criminels. La Police nationale congolaise (PNC) a présenté, mardi 15 décembre à l'autorité urbaine de Kinshasa, dix bandes de criminels auteurs de vols et vols armés. Cette présentation s'est déroulée au cours de la parade de fin d'année, marquée aussi par

la cérémonie de reconnaissance des grades des sous-commissaires et une démonstration de la police face à des soulèvements populaires. A cette occasion, le commissaire provincial de la police ville de Kinshasa, le général Célestin Kanyama, a mis en garde tous ceux qui tenteraient de commettre des crimes ou troubler l'ordre public.

Léon Kengo wa Dondo : « Les sénateurs se sont honorablement acquittés de leurs missions ». Les sénateurs se sont « honorablement acquittés de leurs missions constitutionnelles », a affirmé le président de la chambre haute du Parlement, Léon Kengo wa Dondo. Il l'a déclaré mardi 15 décembre, au cours de la clôture de la fin de la session de septembre essentiellement budgétaire. Léon Kengo wa Dondo s'est félicité que le Sénat ait pu voter plusieurs lois au cours de cette dernière session de l'année 2015. Il a indiqué que les sénateurs ont notamment doté le gouvernement du budget 2016. Le président du Sénat s'est aussi dit heureux que plusieurs autres textes importants aient été adoptés. Il s'agit notamment de : La loi organique portant organisation, compétences et fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif ; La loi fixant les modalités de la liberté des manifestations ; La loi sur les baux des loyers non professionnels ; Les quatre lois nécessaires à la mise en œuvre du statut de Rome, de la Cour pénale internationale ; La loi organique portant organisation et fonctionnement de la caisse nationale de péréquation ; La loi sur l'extradition ; La loi sur le régime de gestion de l'eau ; La loi relative à l'accès à l'information ; Deux lois d'autorisation de ratification des accords internationaux Léon Kengo wa Dondo a également félicité les sénateurs pour avoir adressé trois questions orales avec débat dans le secteur de l'éducation.

RDC : un des défis majeurs de la police est la formation, selon le général Champion. La formation est le défi majeur de la Police nationale congolaise pour qu'elle soit «vraiment républicaine». Le général Pascal Champion, chef de la police de la Monusco, arrivé fin mandat en RDC, l'a relevé mardi 15 décembre à Goma au Nord-Kivu. Selon le général Pascal Champion, pour que les habitants se sentent en confiance, il faut trouver les moyens de bien recruter les policiers et les former. Il faut aux policiers quelques équipements, notamment des voitures, appareils de communications et de de l'armement adaptés, a-t-il détaillé.

Sud-Kivu: 24 morts après des fortes pluies à Bukavu et Kalehe (officiel). Les récentes pluies qui se sont abattues à Bukavu et Kalehe dans le Sud-Kivu ont fait vingt-quatre morts, a indiqué mardi 15 décembre le ministre provincial des Affaires humanitaires, Dr Mwanza Nangunia. Pour éviter de nouvelles pertes en vies humaines, le gouvernement provincial a décidé que toutes les personnes résidant dans les sites déclarés inhabitables soient délocalisées.

Procès Yalisika : les accusés condamnés à des peines allant jusqu'à 3 ans de prison. La Cour militaire de l'Equateur a condamné à deux ans de prison le colonel Koyo de la Police nationale congolaise (PNC), principal accusé dans le procès Yalisika. Le verdict a été prononcé, mardi 15 décembre à Mbandaka. Dans son arrêt en première instance, la cour militaire de l'Equateur qui siégeait depuis le mois de juin sur l'affaire de Yalisika de crime contre l'humanité a aussi condamné les 4 autres prévenus à 3 ans de prison chacun. Le prononcé de cet arrêt a rejeté l'accusation de crime contre l'humanité pour viol et meurtre d'un homme, et n'a retenu contre les prévenus que celle de torture et non- dénonciation. La société Siforco qui était est mise en cause a été acquittée.

Ce que regrette Me Delphin Gessara, l'un des avocats des victimes, qui attendait des condamnations à perpétuité. Le procès de Yalisika opposait la Société industrielle et forestière du Congo (Siforco) aux habitants de Bosanga, dans le groupement de Yalisika, territoire de Bumba, dans l'ex-Equateur. Selon le chef de groupement de Yalisika, Maurice Ambena, Siforco s'était engagée à construire une école et un centre de santé en faveur de la population locale. Mais, cette entreprise n'avait réalisé aucun de ces projets. La population avait manifesté en 2011 son désaccord en saisissant les biens de cette entreprise et en empêchant l'accès des travailleurs de cette société dans le domaine d'exploitation. Siforco avait alors fait appel aux militaires et policiers. Ces derniers auraient violemment réprimé la manifestation des habitants de Yalisika. Un habitant avait succombé de ses blessures, des femmes auraient été violées et des maisons incendiées. Quatre militaires et deux policiers étaient accusés d'être à la base de ces dérapages.